

Les écoles historiques du Canada sont-elles notre prochaine espèce menacée?

par Christopher Wiebe
et Carolyn Quinn



Les écoles anciennes du Canada ne sont pas seulement des lieux d'enseignement pour nos enfants, mais aussi des ancres qui aident à définir et soutenir nos quartiers. Les écoles figurent parmi les structures les plus importantes de nos collectivités; elles comportent souvent un niveau de détail et de raffinement rarement présent dans d'autres bâtiments. Les écoles des quartiers établis sont très

accessibles aux élèves, à pied ou en vélo. Elles facilitent souvent l'implication communautaire, offrant un lieu pour diverses activités locales.

Mais les écoles sont aujourd'hui soumises à une pression inédite : elles doivent en même temps faire office de centres d'excellence en éducation et respecter des budgets de plus en plus réduits. Partout au pays, de nombreuses



Photo : Rick MacWilliam, Edmonton Journal

Les écoliers de l'an dernier au travail à l'école publique McCauley (1912) d'Edmonton. Le rôle de l'école en tant que centre nerveux de son quartier multiculturel d'Edmonton était un des aspects les plus importants pour les parents s'inquiétant de la décision prise par le conseil scolaire de la fermer. La recommandation de la fermer, ainsi que quatre autres écoles, s'appuyait sur le principe selon lequel le regroupement des élèves leur assurerait de meilleures possibilités d'apprentissage.

Last year's class seen hard at work at Edmonton's McCauley Public School (1912). Its role as a hub for its multicultural neighbourhood was top of mind for parents concerned over the board's decision to close it. The closing was recommended on the basis that merging the students would give them better learning opportunities.

écoles historiques des quartiers urbains, des banlieues matures et des régions rurales n'y parviennent plus. Elles souffrent en raison d'une fréquentation en baisse, de travaux d'entretien retardés, des regroupements, des pressions dues au développement, des pressions pédagogiques et de la perception que les coûts d'une remise en état sont très élevés. Certaines, comme l'école primaire

de la rue Alice (1922) de Truro (Nouvelle-Écosse), ont été remblayées. Plusieurs seront fermées et mises au rancart, ce qui les exposera au vandalisme et au risque de devenir de la « pollution visuelle »; d'autres peuvent espérer être sauvées grâce à une réorientation comme écoles privées, ou une transformation en centres communautaires ou en condominiums.



Après avoir été fermée dans la polémique, l'école publique Herchmer de Regina a été démolie en novembre 2008.

Closed amid controversy, Herchmer Public School in Regina was demolished in November 2008.

Les quartiers anciens souffrent le plus

Dans toutes les régions du pays, les fermetures d'écoles se poursuivent à un rythme effréné. En Colombie-Britannique, 10 % des 1784 écoles ont été fermées depuis 2001. L'Ontario en fermera 172 entre 2009 et 2012. Les quartiers plus anciens des centres-villes sont les plus touchés. Le Conseil scolaire du district de Toronto, par exemple, a perdu 4000 étudiants entre 2007 et 2008 – l'équivalent d'une école secondaire de 1000 étudiants et de 10 écoles primaires. Quelle que soit la raison d'une fermeture d'école, ses effets se répercutent dans tout le quartier environnant, touchant les commerces et développement économique, la valeur des propriétés et la viabilité globale des communautés.

La population canadienne d'âge scolaire est en baisse, surtout dans les quartiers urbains et les milieux ruraux. Les districts scolaires sont contraints de vendre des immeubles excédentaires pour financer la construction de nouvelles écoles dans les banlieues. À Vancouver, la vente de 11 écoles primaires du centre-ville est à l'étude. « C'est essentiellement une décision financière, explique

la présidente du conseil scolaire Patti Bacchus. Quel est le marché, quel prix la vente pourrait-elle rapporter? » Les budgets sont à la baisse donc il faut trouver des économies d'échelle, ce qui mène à des écoles regroupées. Les écoles plus anciennes sont désavantagées par rapport aux nouvelles mégastructures construites en banlieue exigeant de vastes programmes de transport en autobus. À Halifax, les écoles secondaires Queen Elizabeth (1942) et Saint Patrick (1955) ont été rasées et remplacées par la nouvelle école Citadel inaugurée en 2007.

Le problème des écoles n'est pas seulement une question de préservation de nos structures historiques, mais aussi de santé de nos enfants et de nos communautés. La perte des écoles plus anciennes signifie souvent la disparition de lieux de rencontre, de terrains de jeu et d'espaces verts dans des quartiers par ailleurs dépourvus de parcs. Les défenseurs du patrimoine reconnaissent que les enjeux de la conception et de la viabilité des communautés doivent absolument être abordés pour accroître l'appui du public à la conservation du patrimoine.

Qui décide?

Les formules du financement provincial sont d'importants incitatifs à la fermeture d'écoles. En Ontario, la province octroie des fonds d'exploitation et de renouvellement des installations aux conseils scolaires en fonction d'une superficie prescrite par écolier : 104,4 pieds carrés à l'école primaire, et 130 pieds carrés au secondaire. Le calcul comprend tous les locaux y compris les corridors et les toilettes. Les écoles plus anciennes, avec leurs grands vestibules et auditoriums, sont pénalisées. Le Conseil scolaire du district de Toronto est dans une situation difficile parce qu'elle possède de nombreuses écoles anciennes : il reçoit des fonds pour 260 000 élèves, mais il a place pour 342 000. La vénérable école publique intermédiaire Kent (1908), qui a déjà été la plus grande école publique au Canada, affiche maintenant un taux d'occupation d'à peine 42 % et fermera les portes. Reconnaisant le rôle indispensable que jouent les écoles au cœur des quartiers anciens, des efforts doivent être déployés pour coordonner la planification des installations scolaires et la planification municipale de façon à exploiter des possibilités de cohabitation entre l'éducation et d'autres services communautaires.

Même si le financement est assuré par les ministères provinciaux de l'éducation, ce sont les conseils scolaires qui décident des écoles qui seront fermées, vendues ou démolies. La plupart des conseils scolaires fondent leurs décisions sur des critères de qualité de l'éducation et de coûts, en tenant compte de la condition et des utilisations actuelles ou potentielles des bâtiments existants. Les conseils tiennent à fournir des écoles sûres et répondant aux besoins, dans les limites des ressources financières disponibles. Ne figurent à leur radar ni la planification municipale ni les répercussions socioéconomiques des fermetures d'écoles, et encore moins la conservation du patrimoine.

Le ministre de l'Éducation de l'Alberta

Dave Hancock a récemment écrit dans son blogue : « À mon avis il est bizarre que de nombreux conseils scolaires négligent de coordonner la planification de leurs écoles avec la planification des municipalités et des comtés. Si les efforts consacrés par les villes à la revitalisation urbaine et à la densification sont lourdement influencés par la présence d'écoles locales, et inversement, il devrait y avoir coordination! » L'organisme ontarien People for Education recommande que « chaque municipalité établisse un "bureau de coordination" réunissant des responsables de la santé publique, des parcs et loisirs, du logement, de la santé mentale, des services aux enfants et des services sociaux ». En 2008, le Manitoba a pris des mesures en ce sens en adoptant la *Loi sur le renforcement des écoles locales*, qui exige une consultation communautaire et un consensus au sujet des fermetures d'écoles.

Réparer ou remplacer

Les effectifs des étudiants déterminent aussi le financement octroyé pour des frais majeurs comme de nouvelles installations de chauffage, des aménagements pour l'accessibilité ou la réfection de la toiture. Comme dans le cas de nombreuses écoles, la remise en état de l'exceptionnel bâtiment en grès de l'école secondaire de Moncton (1935) piétine après que des travaux d'entretien ont été sans cesse reportés pendant des années. Par ailleurs, les provinces financent seulement les grands travaux de remise en état si les coûts sont inférieurs à un pourcentage donné du coût de remplacement du bâtiment : 60 % en Alberta, 65 % en Ontario. À Barrie (Ontario) par exemple, le coût de réparation de l'historique école publique Prince of Wales (1876) a été jugé « prohibitif » et l'édifice sera abandonné en 2011.

« Si les nouvelles écoles devaient être construites pour durer aussi longtemps que les écoles anciennes, nous constaterions rapidement l'avantage financier

à conserver les bâtiments existants », affirme Catherine Nasmith, ancienne présidente de l'Architectural Conservancy of Ontario.

En Colombie-Britannique, le programme de protection sismique de 15 ans et 1,5 milliard de dollars a suscité la confrontation dans les débats sur la réhabilitation par rapport au remplacement des écoles patrimoniales. Le programme fournit des fonds pour rendre les écoles plus sûres en cas de tremblement

de terre. Si les coûts des travaux requis sont supérieurs à 70 % des coûts d'une nouvelle construction, la démolition est privilégiée. Jusqu'à présent, 121 projets ont produit des résultats inégaux sur le plan du patrimoine. Dans certains cas, comme la South Park Family School de Victoria, le bâtiment a été mis aux normes en respectant son caractère; par contre à Vancouver, l'école primaire Charles Dickens (1912) a été démolie – et d'autres subiront le même sort.



Photo : Moncton Times & Transcript

La réticence du gouvernement du Nouveau-Brunswick à préserver ses écoles existantes et à y investir a fait en sorte que l'école secondaire de Moncton (1935), monumental bâtiment de grès, a aujourd'hui besoin de vastes travaux de rénovation et de réparation. L'école a même dû être fermée quelques jours en septembre en raison de soucis pour la sécurité. Elle a été inscrite au Palmarès 2009 des 10 sites les plus menacés de la fondation Héritage Canada.

Ce qui est nouveau doit être meilleur

L'évolution des courants de pensée en pédagogie a aussi une incidence négative sur les écoles anciennes, souvent perçues comme étant peu polyvalentes et difficiles à rénover. La publication du Conseil scolaire de Vancouver *Essentials of Learning* glorifie « l'apprentissage du 21^e siècle » et établit un lien déterministe

entre la configuration des murs des salles de classe et les résultats de l'apprentissage – au détriment des écoles anciennes. La conviction que « ce qui est nouveau doit être meilleur » est endémique. Le président du Conseil scolaire de district de la région de Waterloo a récemment milité pour la démolition de l'école publique Grand View (1910) de Cambridge (Ontario), affirmant que



The province of New Brunswick's reluctance to maintain and invest in its existing schools has left the landmark sandstone Moncton High School (1935) in need of extensive renovations and repairs. The school, which had to close for several days in September due to safety concerns, appeared on the Heritage Canada Foundation's 2009 Top Ten Endangered Places list.

« cette école n'est pas un lieu d'apprentissage optimal » et qu'un nouveau bâtiment « donnerait la priorité aux enfants ».

Mais il a été démontré que des solutions créatives permettent de réaménager des écoles historiques sans compromettre leur caractère. Il est possible de répondre à de nouveaux besoins sans perdre les avantages d'une école communautaire.

Adaptation à une nouvelle vocation

À l'échelle nationale, les possibilités de réutilisation adaptée des écoles sont variables. La perspective de réutiliser l'école publique Qu'Appelle de Fort Qu'Appelle (Saskatchewan) n'a guère suscité d'intérêt, et le bâtiment de trois étages de l'école Somerset (1901) de Winnipeg a été rasé sans fanfare en faveur d'une nouvelle construction en 2005. En Ontario, les conseils scolaires doivent normalement obtenir la pleine valeur marchande de leurs immeubles excédentaires, et aucun escompte n'est prévu pour encourager le maintien des biens publics entre des mains publiques.

Mais tout n'est pas sombre. Il existe des promoteurs immobiliers qui perçoivent les avantages économiques et sociaux d'un investissement dans des bâtiments historiques, et il existe des conseils municipaux qui offrent des incitatifs financiers afin de réduire les risques en cause. Résultat, de nombreuses écoles ont été transformées en ensembles résidentiels. Les écoles Stinson (1894) et Dundas (1923) de Hamilton sont en voie d'être transformées en condominiums. À Fernie (Colombie-Britannique), un conseil municipal progressiste a appuyé le réaménagement de l'école secondaire Fernie, abandonnée pendant presque 10 ans, en condominiums haut de gamme aidant à préserver une présence résidentielle dans le centre-ville historique. L'école publique L.B. Powers de Port Hope (Ontario) et l'École centrale de Peterborough (Ontario) sont devenues

des immeubles de logements abordables. À Ottawa, l'école publique Maxwell des années 1920 est aujourd'hui le Centre de santé communautaire Carlington, et son ancien terrain de jeu, un jardin communautaire. L'Université Queen's a intégré l'école Victoria de Kingston (1892) au Goodes Hall, le nouveau siège de son école de gestion.

Solutions

Les Nord-Américains redécouvrent les avantages de collectivités piétonnières. Les décisions sur l'emplacement et la conception des écoles doivent en tenir compte. Les citoyens, les urbanistes municipaux, les élus et le personnel ainsi que les conseillers des administrations scolaires doivent coordonner leurs décisions touchant l'avenir des écoles. En outre, de nouvelles normes doivent être adoptées pour que les écoles existantes puissent être réhabilitées et modernisées.

Lorsque les décisions des conseils scolaires entraînent la fermeture d'écoles et la vente d'immeubles, il s'agit de faire en sorte que ces structures historiques soient transformées pour de nouvelles vocations et ainsi assurer la vitalité des quartiers anciens. La réutilisation des bâtiments optimise l'utilisation des ressources de la collectivité, économise de l'énergie, protège l'environnement et améliore les quartiers en remettant en service des structures négligées.

Pour le milieu de la défense du patrimoine, la question des écoles offre en dernier ressort une occasion de redéfinir les paramètres de sa vision et de considérer comme but global la volonté de favoriser des collectivités viables et durables. En militant pour des collectivités durables où on peut se déplacer à pied et pour des écoles de quartier, le mouvement du patrimoine pourra mettre de l'avant des arguments porteurs à l'égard des questions plus vastes de conception des communautés, et rehausser la pertinence du patrimoine aux yeux du public. 

Renaissance d'une école à Windsor

L'école publique John Campbell de Windsor (Ontario) a bénéficié d'une vaste rénovation de 10 millions de dollars. Elle aurait tout aussi bien pu être victime d'une coûteuse démolition.

Alors qu'elle avait été vantée comme « la plus belle école publique de l'Ontario » lors de son inauguration en 1927, en 2003 le Greater Essex County District School Board (GECDSB) avait prévu de la démolir – ainsi que deux autres –, jugeant les coûts d'une réparation « prohibitifs ».

Heureusement pour l'école John Campbell, elle avait encore pratiquement son allure d'origine et sa structure restait solide. En outre, le public a vivement appuyé sa préservation. Des comités de parents, le journal *The Walkerville Times*, le Comité du patrimoine de Windsor, l'ancienne planificatrice du patrimoine Nancy Morand et divers groupes ont œuvré pour sauver ce monument de la collectivité. Plutôt qu'opter pour la construction d'une nouvelle école, le GECDSB a choisi la voie plus coûteuse mais plus fidèle à l'histoire de moderniser le bâtiment existant.

L'extérieur de brique et de pierre est intégralement conservé, compensant les profondes transformations à l'intérieur. Conçu par la firme J.P. Thomson

Associates, le nouvel aménagement intérieur comprend une salle de classe reprenant son apparence de 1926 avec ses planchers de bois franc, ses armoires et ses anciens tableaux. Il y a aussi un vestibule avec ses portes d'origine, ses boiseries et son marbre remis à neuf, et des présentoirs consacrés au patrimoine de Windsor. À l'étage, dans la salle de musique, un puits de lumière longtemps oublié a été rouvert. Dans le gymnase, un plafond à poutres et une scène comportant des éléments en pierre ont été restaurés.

Le consultant du gouvernement provincial Rod Peturson, qui a déjà travaillé pour le GECDSB, a affirmé lors d'une réunion du Comité du patrimoine de Windsor que : « Le but du bâtiment n'est pas seulement de préserver une part de l'héritage de Windsor, mais aussi d'offrir aux enfants une école fascinante à fréquenter, et à la collectivité, un lieu qu'elle pourra utiliser après les heures d'école ainsi que l'été et les fins de semaine. »

M. Peturson a ajouté que le ministère de l'Éducation finance la construction de nouvelles écoles, mais n'a aucun budget pour la préservation d'écoles anciennes ou patrimoniales.

Photo : David Staunton



1255, rue Tecumseh Est, Windsor (Ontario)